

Baromètre de la confiance politique - vague 9



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Un fragile retour de la confiance dans les jeunes générations

Anne Muxel

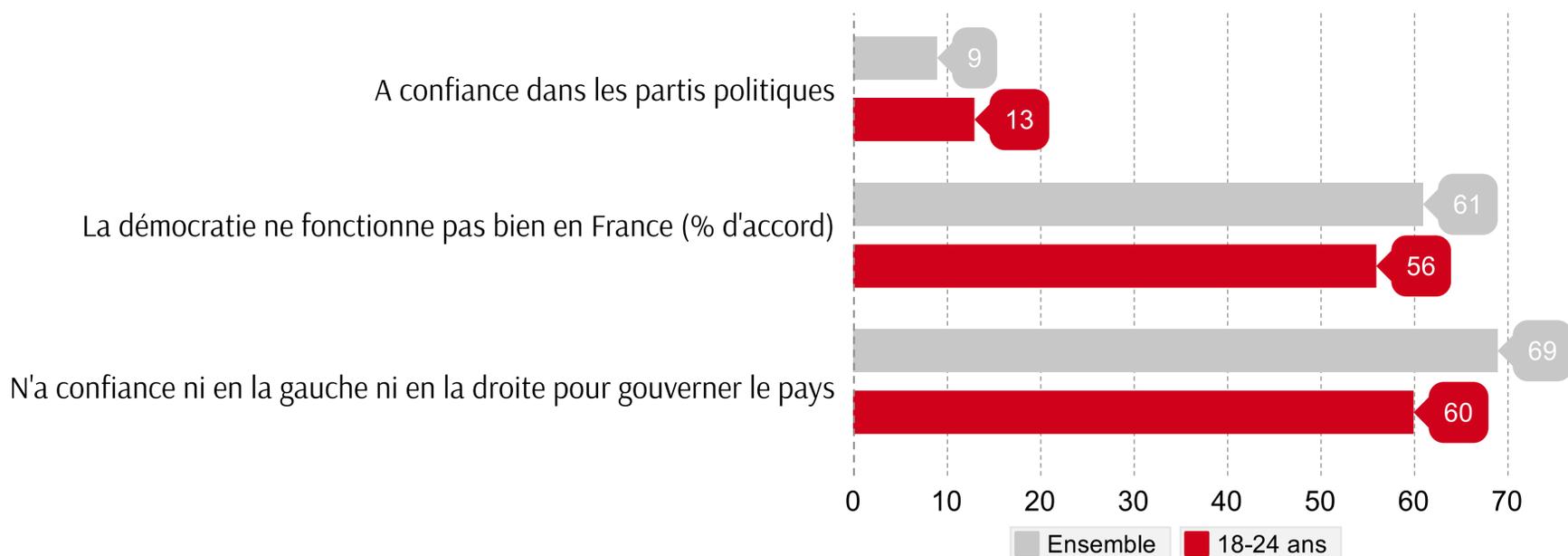
L'enjeu : Depuis le renouveau politique et générationnel lié à la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, on pourrait s'attendre à un retour de la confiance, notamment chez les jeunes. Qu'en est-il ?



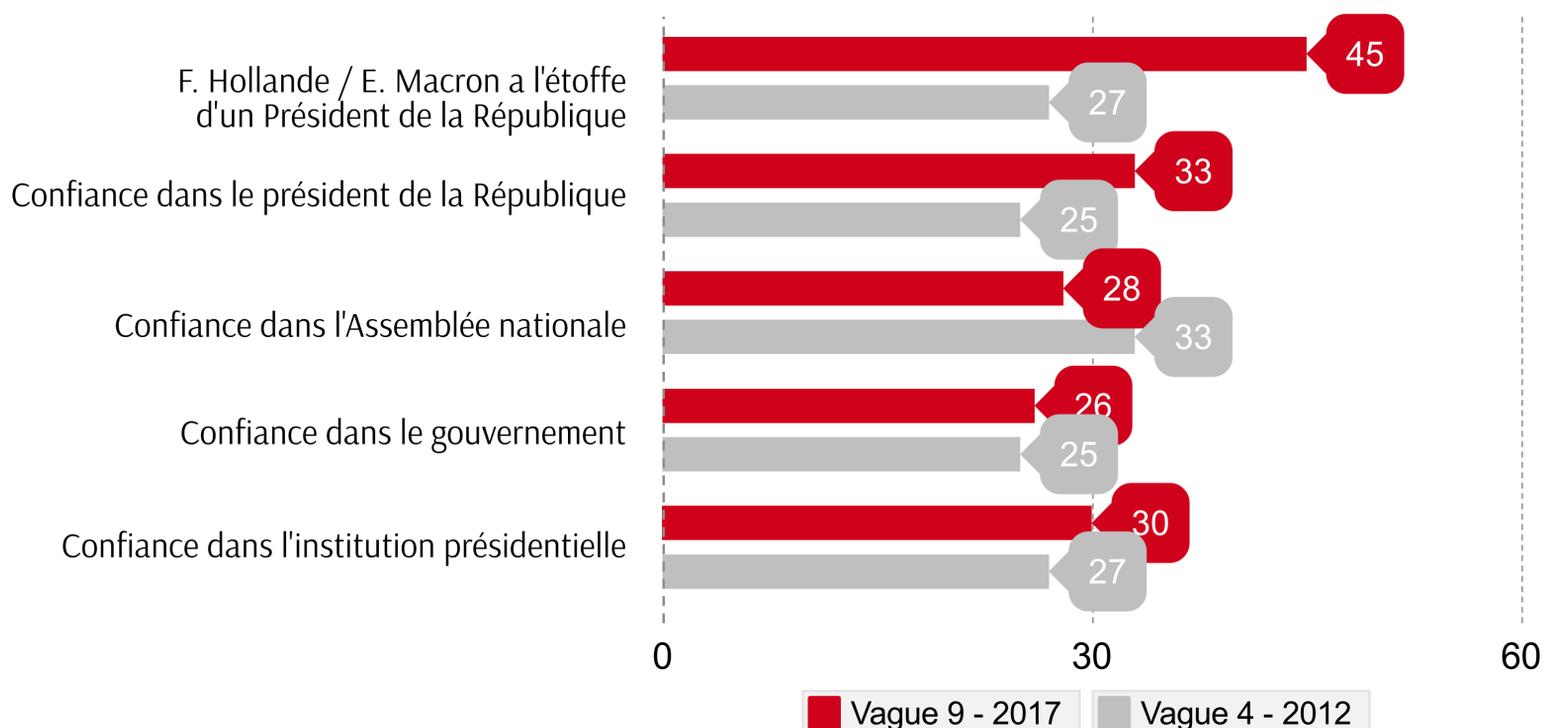
des 18-24 ans s'intéressent à la politique (51% chez l'ensemble des personnes interrogées).



des 18-24 ans jugent qu'Emmanuel Macron a l'étoffe d'un président de la République (55% chez l'ensemble des personnes interrogées).



Indices d'un retour de la confiance politique dans les jeunes générations (%)



Comparaison de la confiance institutionnelle et politique des 18-24 ans entre 2012 et 2017 (%)



N'ayant connu que les crises sociale, économique, politique, qui taraudent la société française depuis une bonne trentaine d'années, les jeunes Français sont de fait porteurs d'une défiance globale qui déborde leur seule génération. Ils l'ont intégré à nombre de leurs discours et leurs comportements en témoignent, entre indifférence et radicalité. Mais les jeunes sont aussi porteurs d'un optimisme lié à leur âge et à leur espérance d'avenir qui, en raison de cette défiance-même ne trouve ni de vecteur d'expression collective et institutionnelle ni de motivations d'adhésion politique solide et durable. Cette relative tension entre une confiance personnelle qui tente de résister et un déficit de confiance dans la sphère publique qui persiste voire s'aggrave, caractérise les conditions de leur socialisation présente. La dernière vague du Baromètre met en relief certains signes même fragiles d'un retour de la confiance, notamment sur le terrain du pouvoir présidentiel actuel ou lié à la perception d'une évolution favorable de la situation économique en France, mais aussi le maintien d'indicateurs de défiance préoccupants.

I/ Une gestion optimiste de l'incertitude

Lorsque les jeunes sont invités à évoquer leur état d'esprit actuel, ils se montrent nettement plus positifs dans leurs dispositions que le reste de la population. Le qualificatif « enthousiasme » est leur première réponse (26% contre 9% dans l'ensemble de la population), suivi par ceux de « bien-être » (25% contre 17%) et de « confiance » (23% contre 17%). Ils partagent avec leurs aînés une même « lassitude » (24%), ils éprouvent aussi de la « méfiance » (22%), mais les attitudes positives l'emportent. Seul écueil plus préoccupant, la « peur » qui semble peser davantage sur eux (14% contre 8% dans l'ensemble de la population). Leur optimisme quant à leur avenir personnel n'est toujours pas très affirmé, mais malgré la défiance qui persiste il ne se dégrade pas au fil du temps : en décembre 2017, 38% des 18-24 ans se reconnaissent dans l'affirmation « Je suis toujours optimiste quand je pense à mon avenir », ils étaient 39% lors de la vague 1 du Baromètre en janvier 2010, et 37% lors de la vague 4 en décembre 2012. En revanche, le sentiment d'avoir un contrôle sur sa vie a sensiblement diminué. Alors qu'en 2010, 61% des jeunes faisaient leur la phrase « J'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir », et en 2012 encore 58% d'entre eux, ils ne sont plus que 53% aujourd'hui. Si la dernière vague du Baromètre enregistre la perception d'une amélioration de la situation économique en France dans l'ensemble de la population comme chez les jeunes (+15 points), les conditions d'entrée sur le marché du travail des nouvelles générations restent problématiques avec un taux de chômage des jeunes (25 %) toujours supérieur à la moyenne de celui des pays de l'Union européenne.

Si Emmanuel Macron réussit à inverser franchement la courbe du chômage, s'il redonne aux jeunes des perspectives d'insertion et d'autonomie, le regard des 18-24 ans pourra éventuellement changer dans les années à venir. Toute une partie du discours macroniste colle à certaines de leurs attentes sociales et professionnelles. Une majorité d'entre eux (55%) adhère à l'idée que « L'Etat fasse davantage confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté » plutôt qu'à l'imposition d'un contrôle et d'une réglementation plus étroites (35%). La consultation Generation What (France Télévisions/Yami 2/Upian) menée en 2016 auprès de 320.000 jeunes Français montre qu'ils aspirent à ce qu'on leur donne les moyens d'entreprendre et de mener des projets. Un jeune sur deux (48%) partage l'idée que « pour réussir dans la vie on ne peut compter que sur soi-même ». La jeunesse est davantage en demande d'autonomie que d'assistance ; c'est l'envie de se débrouiller, d'y arriver par soi-même, de prendre des risques qu'ils mettent le plus souvent en avant. 59% des jeunes actifs considèrent que « leurs efforts dans leur travail ne sont pas récompensés comme ils devraient l'être ».

On le voit, l'autonomie est une clé d'accès à un retour de la confiance des jeunes générations dans le pouvoir politique. S'y ajoutent, la perspective d'un avenir et la possibilité de prendre place dans de bonnes conditions dans la société. Le pessimisme partagé par les jeunes comme par leurs parents reste majoritaire et la panne de l'ascenseur social est bien toujours une réalité intériorisée. Néanmoins, la vague 9 du Baromètre enregistre une inversion de tendance significative : alors qu'en janvier 2010, les deux tiers (66%) des 18-24 ans acquiesçaient à l'idée que Les jeunes auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain, qu'ils étaient (69%) en décembre 2012, soit huit mois après la prise de pouvoir de François Hollande, ils sont 55% aujourd'hui. Cette atténuation du pessimisme n'est pas pour autant la marque du retour de l'optimisme, mais elle enregistre un ébranlement de la défiance sociale, pouvant être lié à l'élection d'Emmanuel Macron, et qu'il faudra suivre dans les prochaines vagues du Baromètre. L'avenir des jeunes se joue dans le pays, mais il est aussi de plus en plus admis par l'opinion qu'il peut avoir pour cadre l'étranger. Un jeune sur deux (47%) considère que pour réussir professionnellement il devra quitter la France.

II/ Un effet Macron malgré une défiance politique qui reste élevée

Crise de la représentation, crise des médiations, crise institutionnelle, malgré le renouveau politique, sur l'ensemble des indicateurs du Baromètre, la défiance politique persiste et ce quels que soient les âges et les segments de la population. Dans les nouvelles générations, les ressorts de la confiance institutionnelle sont en panne et comparée au tout début de notre mesure en 2010 celle-ci s'est plutôt dégradée. Aujourd'hui seul un quart des 18-24 ans (26%) a confiance dans le gouvernement, seul un petit tiers (30%) dans l'institution présidentielle, seuls 28% dans l'Assemblée Nationale. La crise des médiations classiques de la politique est elle aussi bien visible dans le renouvellement générationnel : seuls 13% des 18-24 ans ont confiance dans les partis politiques (19% en 2010) et 29% (40% en 2010) dans les syndicats.



Si l'on compare les réponses des jeunes avec celles qui avaient été recueillies lors de la vague 4, en décembre 2012, à un moment politique similaire, huit mois après l'élection d'un nouveau président de la République en la personne de François Hollande, certains signes de désinvestissement politique sont patents : moins d'intérêt pour la politique (42% contre 56% en 2012, soit -14 points) et même si celle-ci reste à un niveau élevé, une moindre disposition à *participer à une manifestation dans la rue pour défendre ses idées* (52% contre 58%), soit -6 points. Cette dernière vague du Baromètre enregistre sinon une indifférence en tout cas un retrait politique qui interroge, alors même que le pouvoir actuel s'est attelé comme jamais à l'objectif de marquer un renouveau politique.

Par ailleurs certains signes montrent la persistance du mécontentement diffus ayant conduit un jeune sur deux parmi les votants (51%) à donner sa voix lors du premier tour de l'élection présidentielle soit à Jean-Luc Mélenchon, soit à Marine Le Pen (respectivement 30% et 21%). Les deux candidats porte-voix de la protestation et de la contestation du macronisme enregistrent des niveaux de confiance qui restent supérieurs dans les jeunes générations à ceux qui sont mesurés dans les autres classes d'âge, et a fortiori les plus âgées : un quart des 18-24 ans (26%) dit avoir confiance en Jean-Luc Mélenchon (19% de l'ensemble des Français et seulement 11% des 65 ans et plus) ; 20% expriment leur confiance en Marine Le Pen (17% de l'ensemble des Français et seulement 10% des 65 ans et plus). Certes Emmanuel Macron suscite chez les jeunes un niveau de confiance nettement supérieur (33%), mais moindre que dans l'ensemble de la population (36%), et nettement inférieur à celui qui est observé dans les segments les plus âgés (46% parmi les plus de 65 ans). La dynamique de confiance du plus jeune président est donc davantage portée par les plus âgés. Pas de signe spécifique du jeunisme en politique. Cela confirme le vote relativement peu investi que lui avaient témoigné les jeunes électeurs lors du premier tour de l'élection présidentielle : 23% des 18-24 ans, 25% des 65 ans et plus, et 24% de l'ensemble des Français (Enquête électorale française du CEVIPOF 2017). Aucun effet d'âge particulier n'avait été enregistré.

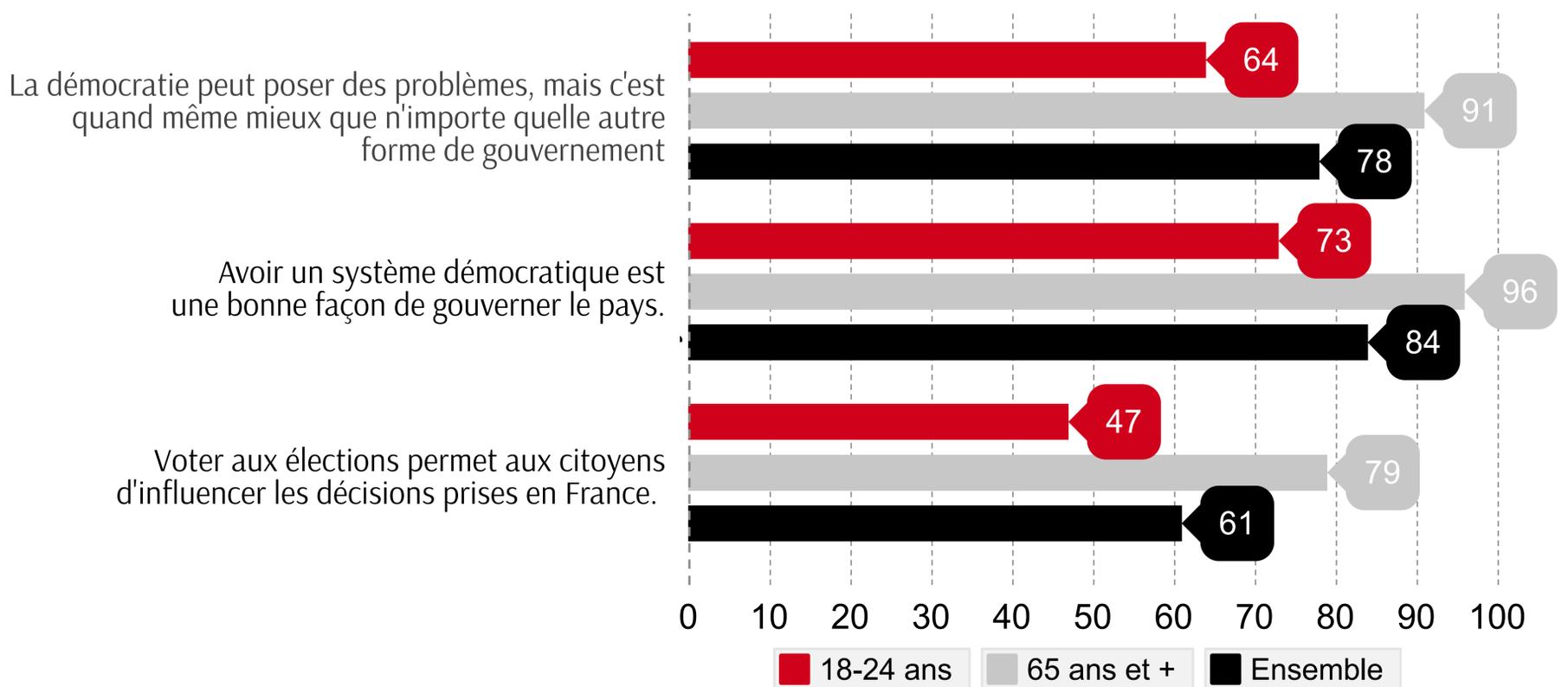
Néanmoins, lorsque l'on compare Emmanuel Macron à ses prédécesseurs, notamment sur sa stature présidentielle, l'on doit se rendre à l'évidence qu'un effet positif sur l'opinion est bien en train d'opérer, y compris au sein des jeunes générations. Le niveau de confiance inspiré aux 18-24 ans par François Hollande en décembre 2012 était inférieur de 8 points (25% et 27% de l'ensemble des Français) et par Nicolas Sarkozy en janvier 2010 de 5 points (28% et 32% de l'ensemble des Français). Invités à donner leur avis sur la stature présidentielle d'Emmanuel Macron, 45% des 18-24 ans (55% des Français) reconnaissent qu'*il a l'étoffe d'un président*. François Hollande lors de la vague 4 en décembre 2012 recueillait l'assentiment sur ce point de seulement 27% des 18-24 ans et de 33% de l'ensemble des Français.

Deux autres indicateurs sont révélateurs d'un possible effet Macron dans le renouvellement générationnel. Les écarts mesurés sont ténus, mais ils peuvent indiquer une inversion de tendance. Si une large majorité de Français (69%) déclarent toujours *n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner*, la défiance des jeunes apparaît un peu moins marquée (60%, -9 points). Il en est de même concernant l'évaluation du fonctionnement de la démocratie en France. Sur ce sujet, même si leur jugement s'est amélioré par rapport à il y a un an, les Français restent sévères : 61% considèrent qu'elle ne fonctionne pas bien, mais les jeunes sont moins nombreux à partager ce diagnostic (56%).

III/ Un effritement du socle de la confiance démocratique

Macron ouvrirait-il la voie d'un timide retour de la confiance politique dans le pays ? Gageons en tout cas que s'il reste prématuré de parler d'amélioration on ne note pas de signes supplémentaires d'aggravation d'une défiance dont l'ampleur atteint un niveau inégalé sous la Vème République.

Certains indicateurs restent préoccupants, notamment ceux qui touchent à la confiance envers le régime démocratique et à l'attachement qu'il peut susciter. Le fait qu'une large majorité de Français, jeunes et moins jeunes considèrent que la démocratie ne fonctionne pas bien dans le pays est un constat qui reste lié à leur avis sur la situation économique, sociale et politique du pays. Mais dès lors qu'ils ont à s'exprimer sur une évaluation plus générale des performances des régimes démocratiques, leur avis entame les principes mêmes du bien-fondé de la démocratie. Invités à donner leur opinion sur le fait qu'*avoir un système politique démocratique est une bonne chose*, 84% des Français acquiescent à cette proposition, mais c'est 7 points de moins que l'an dernier à la même époque, et seuls 33% considèrent que c'est une très bonne chose. Cet effritement de la confiance démocratique se creuse dans le renouvellement générationnel. Dans la dernière vague du Baromètre, les jeunes sont moins persuadés que leurs aînés du bénéfice du régime démocratique : 73% (-11 points). De même ils sont aussi moins nombreux à souscrire à l'idée que *La démocratie peut poser des problèmes mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement* : 64% contre 78% de l'ensemble des Français et 91% des 65 ans et plus. Plusieurs études récentes confirment cette tendance dans de nombreux pays européens, mais aussi plus largement dans le monde.



L'effritement générationnel de la confiance démocratique (% d'accord)

Enfin, l'affaiblissement de la norme civique du devoir de voter dans les jeunes générations confirme ses effets. Le vote reste l'action politique jugée la plus utile pour agir sur les choix des gouvernants, néanmoins l'on observe là encore un retrait significatif de cette disposition dans les jeunes générations. Si 61% de l'ensemble des Français reconnaissent que c'est le fait de voter aux élections qui est le plus efficace, les 18-24 ans ne sont que 47% à partager le même avis. Le vote est au cœur de l'organisation de la représentation démocratique. Il n'est pas évincé, mais il est désormais concurrencé par d'autres formes d'expression ayant gagné une légitimité politique, notamment le fait de manifester dans la rue (35% des 18-24 ans contre 26% de l'ensemble des Français considèrent que c'est un moyen qui permet d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France).

Conclusion : Un retour de la confiance fragile.

Dans un contexte général où la défiance politique persiste et même parfois peut donner l'impression de s'accroître, les jeunes générations, dont le niveau de confiance globale reste faible, témoignent cependant de certains signes de retour de la confiance liée à l'élection d'Emmanuel Macron et au renouvellement générationnel et politique dont il est porteur.

Néanmoins ces intervalles de confiance restent ténus et ont besoin pour se stabiliser de trouver des relais institutionnels crédibles et d'être confirmés par des actions politiques concrètes, notamment en matière d'insertion sociale et professionnelle. L'amorce d'une confiance retrouvée se transformera-t-elle en un retournement de tendance ? Si son retour se confirme dans les années à venir, le pouvoir politique devra néanmoins surmonter l'écueil de l'effritement de la confiance démocratique par le renouvellement générationnel, tenir compte des changements dans la façon dont les jeunes se saisissent de la politique et ne pas sous-estimer la force potentielle de leur mécontentement comme de leur protestation.

L'auteure

Anne Muxel

anne.muxel@sciencespo.fr

Les données et les résultats



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



@CEVIPOF



fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez